

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire.....	5
Avant-propos	7
par Daniel TRICOT	
Introduction.....	9
par Antoine GAUDEMET	
Le « syndrome d'Azincourt » ou De la nécessité pour les entreprises de s'adapter au nouvel environnement international en matière de prévention de la corruption	15
par François BADIE	
I – Une situation évolutive.....	17
A – des réformes récentes	17
1°). – La spécialisation des autorités d'enquêtes et de poursuites	17
2°). – Des avancées procédurales.....	18
3°). – Des pénalités aggravées.....	21
4°). – Des règles de prescription adaptées	22
B – Des risques multiples.....	23
1°). – L'atteinte à l'image	23
2°). – Le coût économique	24
3°). – Le risque humain.....	24
4°). – Les risques liés à des procédures transactionnelles étrangères	24

II – Une adaptation nécessaire aux risques	25
A – L’illusoire recherche d’une absolue protection nationale	25
1°). – La loi de blocage	25
2°). – Le secret-défense	28
B – La prévention, moyen efficace de réduire les risques de corruption	30
1°). – L’accompagnement des entreprises : les lignes directrices françaises visant à renforcer la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales	30
2°). – Une autorité anti-corruption renforcée	32
L’extraterritorialité des embargos et dispositifs anti-corruption américains : Le point de vue du droit international public	37
par Régis BISMUTH	
I – Appréhender l’extraterritorialité	41
A – Identifier l’extraterritorialité	42
1°). – Brèves généralités sur l’extraterritorialité	42
2°). – La portée extraterritoriale du dispositif anti-corruption FCPA	44
3°). – La portée extraterritoriale des programmes de sanctions unilatérales	45
B – Évaluer la légalité des liens de rattachement	46
1°). – Dans le cadre du dispositif anti-corruption FCPA	46
2°). – Dans le cadre des programmes de sanctions unilatérales	48
II – Répondre (ou pas) à l’extraterritorialité	52
A – Neutraliser (nationalement ou régionalelement) l’extraterritorialité	53
1°). – Neutraliser par l’anticipation la portée extraterritoriale du dispositif anti-corruption FCPA	53
2°). – Neutraliser (ou pas) par les lois de blocage la portée extraterritoriale des programmes de sanctions unilatérales	56
B – Contester (ou pas) (internationalement) l’extraterritorialité	58
1°). – Une portée extraterritoriale des sanctions unilatérales contestable au regard du droit de l’OMC	60
2°). – La spécificité des procédures <i>deals de justice</i> dans le cadre du contentieux international	62
La justice négociée en France : un modèle en construction pour les entreprises	65
par Astrid MIGNON COLOMBET	
I – La transaction pénale est le pivot d’un dispositif de prévention, de surveillance et de sanction de la corruption transnationale	66

II – La transaction pénale est dans l'air du temps international.....	68
III – La prévention de la corruption suppose de développer une culture de négociation pour les entreprises.....	69
IV – Les procédures de justice négociée en France sont essentiellement pensées pour les personnes physiques.....	72
V – Dépasser la logique binaire de la justice pénale opposant les affaires « simples » aux affaires « complexes ».....	74
VI – La recherche d'une définition de l'« intérêt public » transactionnel.....	76
Méthode transactionnelle et justice pénale.....	79
par Pascal BEAUVAIS	
I – Nature de la transaction pénale.....	82
II – Fonctions de la transactionnelle pénale.....	84
III – Garanties de la transaction pénale.....	88
La vie secrète des « corporate monitors ».....	91
par Laurent COHEN-TANUGI	
L'utilité des procédures de <i>compliance</i>.....	97
par Jacques SIVIGNON et Guillaume BRIANT	
I – Un outil de limitation et de maîtrise des risques.....	98
A – Risques en matière de <i>compliance</i>	98
1°). – Risque pénal.....	98
2°). – Risque économique et financier.....	100
B – Les enjeux de la <i>compliance</i>	101
C – Mise en place de procédures de <i>compliance</i> adéquates.....	102
II – L'utilité juridique des procédures de <i>compliance</i>	103
A – Utilité à l'égard des réglementations et autorités anglo-saxonnes.....	103
B – Utilité à l'égard des réglementations et autorités françaises.....	105
Programmes de <i>compliance</i> : dix bonnes pratiques observées en France.....	107
par Emmanuel BREEN et Antoinette GUTIERREZ-CRESPIN	
I – Bonne pratique n° 1 : Une parole libérée dans l'entreprise.....	111
II – Bonne pratique n° 2 : rapprocher et coordonner Éthique et <i>Compliance</i> tout en les distinguant clairement.....	112
III – Bonne pratique n° 3 : le <i>Chief Compliance Officer</i> (CCO), « chef d'orchestre » du dispositif de <i>compliance</i>	114
IV – Bonne pratique n° 4 : un <i>double reporting</i> du CCO au Directeur général et au Président du Comité d'audit.....	116
V – Bonne pratique n° 5 : le programme de <i>compliance</i> au cœur de la politique de centralisation de l'entreprise.....	117

VI – Bonne pratique n° 6 : une cartographie fine des risques, adaptée aux enjeux locaux	120
VII – Bonne pratique n°7 : un registre informatique des parties tierces	121
VIII – Bonne pratique n°8 : un outil d’auto-évaluation des pratiques	123
IX – Bonne pratique n°9 : tester l’efficacité du dispositif de <i>compliance</i>	124
X – Bonne pratique n°10 : un dispositif de réponse aux alertes et de gestion des investigations internes	125
Le <i>Compliance Officer</i> : chef d’orchestre du <i>culture change management</i>	129
par Blandine CORDIER-PALASSE	
L’entreprise « be good » et pas seulement « look good »	130
I – Gouvernance et <i>compliance</i> , même combat ?	130
Tone from the top	131
La <i>compliance</i> créatrice de valeur	132
II – Émergence de la fonction de <i>Compliance Officer</i>	132
A – Qu’est-ce qu’un bon <i>Compliance Officer</i> ?.....	133
1°). – Les compétences du <i>Compliance Officer</i>	133
2°). – La mission du <i>Compliance Officer</i> est très matricielle	134
3°). – Les qualités du <i>Compliance Officer</i> : <i>leadership</i> et courage.....	136
III – Quels sont les enjeux du <i>Compliance Officer</i> et les pièges à éviter ?	137
<i>Compliance</i> et diversité culturelle	139
par Christian DARGHAM et Marion MARHUENDA	
Introduction	139
I – Le développement d’une culture d’intégrité commune.....	141
A – Identifier les valeurs fondamentales de l’entreprise	141
B – Créer une culture d’intégrité commune forte	142
II – Le déploiement d’un programme d’éthique et de <i>compliance</i> adapté localement.....	143
A –Adaptation de la documentation du programme d’éthique et de <i>compliance</i>	143
B – Recours à des référents <i>compliance</i> locaux.....	144
Adaptation des programmes de formations	144
Prendre le temps d’expliquer	145

Mener une enquête interne à l'ère du digital	147
par Thomas SELY	
I – L'enquête interne face à de nouveaux challenges	147
A – Le volume des données	148
B – La variété des données	148
C – Les différentes réglementations applicables aux données	148
D – L'exigence des autorités de poursuite	149
E – La maîtrise des coûts	149
II – Une méthodologie basée sur l' <i>e-discovery</i>	150
A – Gouvernance de l'information	150
B – L'identification des données pertinentes	150
C – La collecte des données	151
D – Le processing des données	151
E – L'analyse et la revue des documents	152
F – La production des documents	152
III – Les technologies de <i>predictive coding</i> : l'avenir des enquêtes internes ?	153
A – Introduction aux technologies de <i>predictive coding</i>	153
B – L'adoption du <i>predictive coding</i>	153